

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron

Arrêté préfectoral complémentaire n° **12-2023-03-31-00003** du **31 MARS 2023**
Actualisation des conditions d'exploitation et prolongation de l'autorisation d'exploiter d'une
carrière pour une durée de 2 ans
Carrière « Puech Hiver » - Commune de Salles la Source
Société CARRIÈRES ET MATÉRIAUX DU GRAND OUEST (CMGO)

LE PRÉFET DE L'AVEYRON
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre national du Mérite

- Vu** le code de l'environnement et notamment ses articles L.181-14, L.516-1, R.181-45, R.181-46 et R516-1 ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières ;
- Vu** le décret du Président de la République du 5 octobre 2022 portant nomination de Monsieur Charles GIUSTI en qualité de préfet de l'Aveyron ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 24 octobre 2022 portant délégation de signature à Madame Isabelle KNOWLES, secrétaire générale de la préfecture de l'Aveyron ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 9 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées ;
- Vu** l'arrêté interministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution des garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 2003-210-12 du 29 juillet 2003, autorisant la société COLAS MIDI-MÉDITERRANÉE à exploiter une carrière à ciel ouvert de calcaire, une installation de concassage-criblage et une station de transit de produits minéraux solides, sur les parcelles n° 280 section AV et n°5 en partie-section AT du plan cadastral au lieu-dit « Puech Hiver » de la commune de Salles la Source ;
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2013-287-0011 du 14 octobre 2013, transférant l'autorisation d'exploiter à la société COLAS Sud-Ouest ;
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire n° 12-2016-12-16-006 du 16 décembre 2016, transférant l'autorisation d'exploiter à la société ROUSSILLE ;
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2018-10-22-007 du 22 octobre 2018, transférant l'autorisation d'exploiter à la société BETONS GRANULATS OCCITANS (BGO) ;
- Vu** la preuve de dépôt n° 201800424 de déclaration du changement de dénomination sociale d'une installation classée Carrière de « Puech Hiver » – Salles la Source à la date du 1^{er} octobre 2018 au profit de la société GAIA ;
- Vu** la demande de modification des conditions d'exploitation pour approfondissement de la carrière de « Puech Hiver » sur la commune de Salles la Source adressée à la DREAL par courrier reçu le 28 décembre 2020, avec pièces à l'appui, par la société GAIA dont le siège social est situé 35 avenue Charles Lindberg chez COLAS Sud-Ouest 33 700 MERIGNAC ;

Vu la demande présentée en date du 16 décembre 2020, et complétée le 2 mars 2021 suite à une demande de compléments adressée le 4 février 2021, par la société "CARRIÈRES ET MATÉRIAUX DU GRAND OUEST", dont le siège social est situé Avenue Charles Lindberg, 33700 MERIGNAC en vue de substituer à la société GAIA pour l'exploitation de la carrière susvisée ;

Vu le rapport de l'inspection des Installations Classées en date du 13 mars 2023 ;

Vu le courriel adressé le 13 mars 2023 à l'exploitant pour lui permettre de formuler ses observations éventuelles sur le projet d'arrêté ;

Vu les observations présentées par le demandeur sur ce projet par courriel du 20 mars 2023 ;

Considérant que les capacités techniques et financières de la société CARRIÈRES ET MATÉRIAUX DU GRAND OUEST sont suffisantes pour conduire et mener à bien l'exploitation de la carrière susvisée ;

Considérant que les méthodes d'exploitation actuellement autorisées restant identiques et le périmètre d'exploitation restant identique, l'impact concernant les émissions sonores et de poussières n'est pas modifié ;

Considérant que les principes de remise en état respectent les principes de l'arrêté d'autorisation en vigueur ;

Considérant que la modification des conditions d'exploitation entraîne une nouvelle détermination du montant des garanties financières applicables ;

Considérant que le projet de modification ne constitue pas une modification substantielle de l'autorisation environnementale au sens de l'article R. 181-46.I du code de l'environnement ;

Considérant que la nature et l'ampleur du projet de modification ne rendent pas nécessaire les consultations prévues par les articles R. 181-18 et R. 181-21 à R. 181-32, ni la sollicitation de l'avis de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites ;

Considérant qu'il y a lieu de modifier certaines prescriptions ;

Considérant que les conditions d'exploitation et d'aménagement, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients susceptibles d'être générés par le fonctionnement de l'installation et constituent des mesures suffisantes pour garantir la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture de l'Aveyron,

ARRÊTE :

Article 1 :

La société Carrières et Matériaux du Grand Ouest (CMGO), dont le siège social est Avenue Charles Lindbergh 33700 MERIGNAC, est autorisée à exploiter une carrière à ciel ouvert de calcaire sur le territoire de la commune de Salles-la-Source, sur les parcelles n°280 -section AV et n°194 et 195 section AT du plan cadastral, au lieudit « Puech Hiver ». La superficie totale de ces parcelles est de 24ha. Les coordonnées Lambert sont :

- X = 617,030 km
- Y = 3237,28 km
- Z = 565 m

Dès le début des travaux d'extraction sur la parcelle n° 195, la parcelle n° 280 n'est plus exploitée et est remise en état dans un délai de 5 ans, conformément aux éléments énumérés dans le dossier d'étude d'impact.

Les arrêtés préfectoraux n° 2013287-11 du 14 octobre 2013 ; n°12-2016-12-16-006 du 16 décembre 2016, n° 2018-10-22-007 du 22 octobre 2018 et n° 2021-04-01-00009 du 1^{er} avril 2021 sont abrogés.

Les prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2003-210-12 du 29 juillet 2003 sont remplacées par les dispositions du présent arrêté.

Article 2 :

Cette activité relève des rubriques suivantes de la nomenclature :

N° Rubrique	Intitulé	Nature des installations et volume d'activité	Régime
2510-1	Exploitation de carrières	250 000T/an moyenne 300 000T/an max.	A
2515-1	<u>Broyage, concassage, criblage, ensilage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes</u>	1 000 kW	E
2517-1	<u>Station de transit, regroupement ou tri de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes</u>	40 000m ²	E

Article 3 :

La production moyenne annuelle est de 250 000 tonnes et le rythme de production n'excède pas l'équivalent d'une production annuelle de 300 000 tonnes.

Article 4 :

L'autorisation, valable pour une durée de 22 ans à compter du 29 juillet 2003 soit jusqu'au 29 juillet 2025, est accordée sous réserve des droits des tiers et n'a d'effet que dans les limites des droits de propriété ou de forage du bénéficiaire.

Cette durée inclut la remise en état complète des terrains visés à l'article 1^{er}. L'extraction des matériaux commercialisables doit être arrêtée au plus tard 6 mois avant l'échéance de la présente autorisation pour que la remise en état puisse être correctement exécutée dans les délais susvisés.

Toutefois, cette autorisation cesse d'avoir effet dans le cas où elle n'aurait pas été utilisée dans les trois ans suivant sa notification ou dans le cas où l'exploitation est interrompue pendant plus de deux ans.

Article 5 :

L'exploitant doit respecter les dispositions figurant dans sa demande et notamment dans l'étude d'impact et dans l'étude de dangers et qui ne sont pas contraires aux dispositions de la présente autorisation.

Article 6 :

Tous les documents, plans ou registres établis en application du présent arrêté et tous les résultats des mesures effectuées au titre du présent arrêté sont tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées pour la protection de l'environnement.

Article 7 :

Avant le début de l'exploitation, l'exploitant est tenu de mettre en place à ses frais et sur chacune des voies d'accès au chantier des panneaux indiquant en caractères apparents : son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté. L'ensemble des panneaux est maintenu en bon état.

Article 8 :

Avant toute extraction, un bornage est effectué aux frais de l'exploitant.

À cet effet, des bornes sont mises en place en tous points nécessaires pour vérifier le périmètre de l'autorisation en accord avec l'inspecteur des installations classées pour la protection de l'environnement.

L'exploitant doit veiller à ce que ces bornes restent en place, visibles et en bon état jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.

Article 9 :

En complément du bornage prévu à l'article précédent, l'exploitant met en place des bornes de nivellement rattachées au niveau NGF, en tout point nécessaire pour vérifier les cotes minimales de l'extraction autorisée, et en accord avec l'inspecteur des installations classées pour la protection de l'environnement.

Article 10 :

Un réseau de déviation empêchant les eaux de ruissellement d'atteindre la zone d'exploitation est mis en place à la périphérie de cette zone.

Article 11 :

L'accès à la voirie publique est aménagé de telle sorte qu'il ne crée pas de risque pour la sécurité publique.

La contribution de l'exploitant à l'aménagement et à la remise en état des voiries est réglée conformément aux dispositions de la loi du 22 juin 1989 susvisée.

SECTION 1 – CONDUITE DE L'EXPLOITATION

Article 12 :

Sans préjudice de l'observation des législations et réglementations applicables et des mesures particulières de police prescrites, l'exploitation doit être conduite conformément aux dispositions suivantes :

12.1. Tous les travaux sont conduits conformément aux dispositions des décrets n° 99-116 du 12 février 1999 relatif à l'exercice de la police des carrières en application de l'article 107 du code minier et n° 80-331 du décret du 7 mai 1980 modifié portant Règlement Général des Industries Extractives.

12.2. Décapage

12.2.1. Le décapage des terrains est limité aux besoins de la phase en cours de travaux d'exploitation.

Le décapage est réalisé de manière sélective, de façon à ne pas mêler les terres végétales constituant l'horizon humifère aux stériles.

L'horizon humifère et les stériles sont stockés séparément et réutilisés pour la remise en état des lieux ou utilisés immédiatement pour remblayer les emplacements remis en état de manière coordonnée.

12.2.2. Les terres de décapage sont stockées sur le site et sont épandues en couches de finition sur les zones réaménagées.

12.2.3. Les travaux de décapage sont réalisés en dehors de la période sèche d'été (juillet à septembre). Dans le cas contraire, pour la période sèche d'été, toutes mesures sont prises pour limiter les émissions de poussières dans l'environnement.

12.3 Extraction

12.3.1 L'extraction portera sur la totalité du gisement de calcaire et sera située entre les cotes 560 m NGF à 600 m NGF. A compter du 1^{er} juin 2021, l'extraction du gisement est comprise entre les cotes 545 m NGF et 600 m NGF avec la création d'un à 2 fronts supplémentaires.

12.3.2 L'exploitation sera réalisée selon le plan de phasage proposé dans le dossier de demande, le réaménagement étant réalisé de façon coordonnée avec l'extraction.

12.3.3 Le plan d'exploitation respecte notamment les points suivants : la hauteur maximale de chacun des gradins est de 15 mètres, la largeur de la banquette entre deux fronts est d'au moins 10 mètres en cours d'exploitation et de 5 mètres en phase de réaménagement (hors talutage).

12.3.4 Les bords supérieurs de l'exploitation, y compris les travaux de décapage, sont constamment maintenus à une distance minimale de 10 mètres des limites du périmètre de la zone autorisée. Cette distance est augmentée d'une distance de sécurité garantissant, suivant la nature des terrains rencontrés durant les phases d'exploitation et la phase réaménagée, le respect de la distance de 10 mètres minimale citée ci-dessus.

12.3.5 Pendant toute la durée des travaux, l'entretien et le nettoyage du site et de ses abords sont régulièrement effectués.

12.3.6 L'exploitant doit se tenir informé sur la réglementation en vigueur relative aux fouilles archéologiques (loi du 27 septembre 1941 – titre III – Découvertes fortuites).

12.3.7 Les horaires de fonctionnement de la carrière sont de 7 h 00 à 20 h 00 du lundi au vendredi.

12.4 Abattage à l'explosif

L'abattage à l'explosif doit se faire dans les conditions suivantes :

- l'exploitant prend toutes les mesures nécessaires pour éviter les projections de pierres sur les parcelles environnantes lors des tirs de mines,

- . un plan de tir sera établi et communiqué à l'inspecteur des installations classées pour la protection de l'environnement à sa demande,
- . les limites concernant les vibrations issues des tirs sont prescrites au point 22.6.9,
- . les tirs de mines ont lieu les jours ouvrables.

12.5 Évacuation des matériaux

L'évacuation des matériaux à l'extérieur du site d'exploitation se fait par la sortie unique donnant sur la RD 85. Cette sortie est fléchée par l'exploitant. L'exploitant fait figurer cette obligation d'itinéraire dans tout contrat avec des entreprises extérieures de transport.

Les horaires autorisés pour la circulation des véhicules évacuant les matériaux sont de 7 h 00 à 20 h 00, du lundi au vendredi.

12.6 Protection visuelle

- L'exploitant prend toutes les mesures nécessaires pour limiter l'impact visuel depuis la RD85.
- Une haie végétalisée est maintenue le long du chemin qui borde la carrière au Sud-Ouest.

Article 13 :

Sous les mêmes réserves que celles fixées à l'article 12.1, la remise en état des sols en fin d'exploitation est effectuée conformément aux engagements initiaux pris dans la demande d'autorisation, en particulier dans l'étude d'impact, à savoir principalement :

13.1. Remblayage

- 13.1.1. Les parties remblayées de la carrière ne doivent pas nuire à la qualité et au bon écoulement des eaux.
- 13.1.2. Les remblaiements sont effectués avec des matériaux de découverte, des stériles ou des remblais non utilisables. Les matériaux non inertes, tels que bois, ferrailles, plâtres, amiante cimentée, enrobés contenant du goudron, etc, ne sont pas acceptés (voir circulaire n° 000556 du 17 avril 2000 du Ministère de l'Environnement).
- 13.1.3. Lorsque le remblayage est réalisé avec apport de matériaux extérieurs, ceux-ci sont préalablement bennés sur une aire de réception aménagée et triés de manière à garantir l'utilisation des seuls matériaux inertes. Seuls sont acceptés les déblais de terrassement et les terres non polluées.

Une benne pour la réception des refus est mise en place.

- 13.1.4. Les apports extérieurs sont accompagnés d'un bordereau de suivi indiquant leurs provenances, leurs destinations, leurs quantités, leurs caractéristiques, les moyens de transport utilisés et attestant la conformité des matériaux à leur destination.

Le bordereau, établi sur un modèle ayant reçu l'accord de l'inspecteur des installations classées pour la protection de l'environnement, est visé par le

producteur des remblais et le responsable de l'exploitation de la carrière remblayée.

- 13.1.5. L'exploitant doit tenir à jour un registre sur lequel sont répertoriés la provenance, les quantités, les caractéristiques des matériaux et les moyens de transport utilisés ainsi qu'un plan topographique permettant de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant sur le registre.

13.2. Remise en état

- 13.2.1. La remise en état du site doit être achevée au plus tard à l'échéance de l'autorisation.

La remise en état est strictement coordonnée à l'exploitation. Elle est réalisée selon le plan joint en annexe du présent arrêté.

- 13.2.2. L'état des terrains en fin d'exploitation et du réaménagement est conforme aux dispositions de l'étude d'impact, plans et schémas du dossier de demande.

- 13.2.3. En fin d'exploitation, l'ensemble du site est nettoyé et débarrassé de tous vestiges et matériels d'exploitation.

SECTION 2 – SÉCURITÉ DU PUBLIC

Article 14 :

Les accès de l'établissement depuis la voie publique sont fermés en dehors des périodes d'activité par une barrière.

Les personnes étrangères à l'établissement ne doivent pas avoir accès libre aux installations.

L'ensemble du périmètre de la carrière est entouré par une clôture solide et efficace ou tout autre dispositif reconnu équivalent par l'inspecteur des installations classées.

Article 15 : Accès, voies et aires de circulation

L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Ces règles sont portées à la connaissance des intéressés par des moyens appropriés (par exemple panneaux de signalisation, feux, marquage au sol, consignes, ...).

Les voies de circulation et d'accès sont nettement délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet (fûts, emballages, ...) susceptible de gêner la circulation.

Les locaux sont accessibles facilement par les services de secours. Les aires de circulation sont aménagées pour que les engins des services d'incendie puissent évoluer sans difficulté.

Article 16 :

L'interdiction d'accès au public est affichée en limite de l'exploitation à proximité de chaque accès et en tout autre point défini en accord avec l'inspecteur des installations classées pour la protection de l'environnement.

Article 17 :

L'accès de toute zone dangereuse des travaux d'exploitation est interdit par une clôture solide et efficace ou tout autre dispositif reconnu équivalent par l'inspecteur des installations classées pour la protection de l'environnement.

Le danger est signalé par des pancartes placées, d'une part sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux, d'autre part à proximité des zones clôturées.

Article 18 :

En fin de réaménagement, les bords des excavations sont laissés à une distance horizontale d'au moins 10 mètres des limites du périmètre, de la voirie et de tout élément de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques.

Article 19 :

D'une manière générale, l'exploitation du gisement à son niveau le plus bas doit être à une distance horizontale suffisante du bord supérieur de la fouille où le talutage final doit être réalisé de telle sorte que la stabilité des terrains voisins ne soit pas compromise, même à long terme.

Cette distance doit prendre en compte la hauteur totale des excavations, ainsi que la nature et l'épaisseur des différentes couches présentes sur toute cette hauteur.

SECTION 3 – REGISTRE ET PLANS

Article 20 :

L'exploitant établit et met à jour au moins une fois par an un plan à l'échelle 1/1 000^{ème} ou à une échelle plus grande, sur lequel figurent :

- . les limites de la présente autorisation ainsi qu'une bande de 50 mètres au-delà de celles-ci,
- . les bords des fouilles et les dates des relevés correspondants successifs,
- . les cotes NGF des différents points significatifs,
- . les zones remises en état avec une symbolisation spécifique pour chaque type de terrain réaménagé et les pentes des talutages définitifs exécutés,
- . la position des ouvrages à préserver tels qu'ils figurent à l'article 18 ci-dessus.

Par ailleurs, l'exploitant établit et tient à jour un registre d'avancement des travaux permettant de repérer la date à laquelle une zone a été exploitée, par périodes qui ne seront pas supérieures à 6 mois.

SECTION 4 – PRÉVENTION DES POLLUTIONS ET NUISANCES

Article 21 :

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conduite de l'exploitation pour limiter les risques de pollution des eaux, de l'air ou des sols et de nuisances par le bruit et les vibrations et l'impact visuel.

Article 22 :

La prévention des pollutions ou nuisances est réalisée de la manière suivante :

22.1. Pollution accidentelle

22.1.1. Le ravitaillement, l'entretien courant (vidanges, graissages) et le stationnement des engins de chantier sont réalisés sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels. Au point bas, un séparateur d'hydrocarbures est mis en place. Le séparateur d'hydrocarbures est vidangé autant que nécessaire.

Le ravitaillement et le stationnement des engins à chenilles sont réalisés sur une aire étanche aménagée à proximité immédiate de la zone d'extraction. Cette aire étanche est constituée d'un géotextile spécifique ayant la propriété de laisser passer l'eau tout en retenant les hydrocarbures, ou de toute autre solution équivalente. Elle est dimensionnée pour permettre le stationnement de l'engin et du camion-citerne lors du ravitaillement et pour supporter le poids et le passage des véhicules.

22.1.2. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- . 100 pour 100 de la capacité du plus grand réservoir,
- . 50 pour 100 de la capacité des réservoirs associés.

Lorsque le stockage est constitué exclusivement en récipients de capacité inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention pourra être réduite à 20 pour 100 de la capacité totale des fûts associés sans être inférieure à 1 000 litres ou à la capacité totale lorsqu'elle est inférieure à 1 000 litres.

22.1.3 Un stockage de produits absorbants est présent sur le site pour permettre la récupération des hydrocarbures en cas de fuite accidentelle.

22.1.4 Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés. Ils doivent être soit réutilisés, soit éliminés comme les déchets. Les terrains souillés doivent être traités comme des déchets.

22.1.5. Les branchements d'eau potable sont munis d'un dispositif de disconnection afin d'éviter tout phénomène de retour sur les réseaux d'alimentation.

Toute modification dans les conditions d'alimentation en eau de l'établissement doit être portée à la connaissance de l'inspecteur des installations classées, ainsi que les projets concernant la réduction de consommation d'eau.

22.1.6. Les stocks de carburant présents sur le site de la carrière, hormis le carburant présent dans les réservoirs des engins, se limiteront à la présence d'une cuve GNR d'un volume de 1,5m³. Cette cuve aérienne double enveloppe est équipée d'un système de détection de fuite. Elle est positionnée dans un local dont l'accès est contrôlé, située sur une aire étanche, reliée à un débordeur-séparateur à hydrocarbures.

22.2. Eaux rejetées canalisées (eaux d'exhaure, eaux pluviales, eaux de nettoyage, eaux souterraines)

22.2.1. Les eaux canalisées rejetées dans le milieu naturel respectent les prescriptions suivantes :

- . le pH est compris entre 5,5 et 8,5
- . la température est inférieure à 30° C
- . les matières en suspension totales (MEST) ont une concentration inférieure à 35 mg/l (norme NFT 90-105)
- . la demande chimique en oxygène sur effluent non décanté (DCO) a une concentration inférieure à 125 mg/l (norme NFT 90-101)
- . les hydrocarbures ont une concentration inférieure à 10 mg/l (norme NFT 90-114).

Ces valeurs limites sont respectées pour tout échantillon prélevé proportionnellement au débit sur vingt quatre heures. En ce qui concerne les matières en suspension, la demande chimique en oxygène et les hydrocarbures, aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double de ces valeurs limites.

22.2.2 Les eaux de surface transitant sur l'exploitation sont récupérées par gravité ou pompées dans un bassin de décantation de 4000 m³. En sortie de ce bassin, les eaux transitent via un séparateur d'hydrocarbures avant rejet dans le milieu naturel.

22.2.3 Le bassin de décantation, tel que prévu dans le dossier de l'étude d'impact, est curé et nettoyé autant que nécessaire.

22.2.4 Les eaux usées des sanitaires (douches, lavabos et WC) sont collectées et traitées par un dispositif d'assainissement autonome.

22.2.5 Le séparateur d'hydrocarbures en sortie de l'aire étanche en béton, nécessaire au ravitaillement en carburant, a un volume de capacité double au volume du plus grand réservoir de carburant installé sur les engins nécessaires à l'exploitation.

Ce séparateur est nettoyé une fois par an et à chaque incident par une entreprise spécialisée.

22.2.6 L'exploitant prend les mesures nécessaires pour canaliser les eaux pluviales issues de la carrière à l'entrée du site pour en interdire l'écoulement sur la R.D. 85.

22.2.7 L'exploitant met en place un protocole d'information du personnel afin de prévenir le risque de pollution (accidentelle, infiltration massive) des eaux et établit une consigne écrite spécifique sur la conduite à tenir en cas de pollution.

Un contrôle du carreau est effectué par le personnel de la carrière, notamment lors d'épisodes pluvieux et après chaque tir de mines) afin de détecter d'éventuels points d'absorption préférentielle des eaux (fractures, karst de petites dimensions, etc.). Un registre est tenu à jour.

En cas de mise à jour d'une figure karstique, lors de l'extraction, et afin de limiter l'infiltration directe des eaux dans le massif karstique, l'exploitation est arrêtée afin de sécuriser la zone d'infiltration des eaux. À cet effet, un merlon périphérique est mis en place pour éviter le ruissellement direct des eaux dans le karst et la circulation des engins aux abords immédiats est empêchée. Un colmatage et une étanchéification de la zone par des remblais (blocs, argiles,

et/ou béton, coulis de ciment) est effectué pour éviter les effondrements et obstruer tout orifice de circulation rapide vers la nappe. Un stock d'argile et de béton est à demeure sur le site.

Un contrôle visuel de l'état de surface de la carrière est effectué par un expert hydrogéologue avant le 1^{er} juillet 2021 puis annuellement, ou en cas de rencontre d'un vide karstique de dimension métrique engendrant des problématiques de stabilité sur la carrière. L'avis de cet expert est transmis à la DREAL sous la forme d'une note d'expertise avec prises de vue photographique et constat géotechnique des lieux, notamment sur la caractérisation des indices karstiques identifiés (type et dimension).

En fin d'exploitation, un audit géotechnique est réalisé afin de valider le plan de réaménagement et de remblaiement. Le remblaiement de la zone d'approfondissement est au minimum sur 3 mètres afin de réduire l'infiltration des eaux pluviales

L'exploitant propose et met en œuvre des solutions de remédiation en cas d'impact de l'exploitation de la carrière sur la qualité et la pérennité des eaux souterraines.

22.3. Pollution de l'air

L'exploitant prend toutes dispositions utiles pour éviter l'émission et la propagation des poussières.

22.3.1. Les dispositifs de limitation des émissions de poussières résultant du fonctionnement de l'installation et ceux nécessaires à la rétention des poussières en leurs points d'émission sont aussi complets et efficaces que possible. En particulier, les concasseurs, cribles et sorties de tapis comportent des dispositifs de pulvérisation d'eau sous pression ou tout autre dispositif équivalent permettant de limiter les émissions de poussières.

22.3.2. Les stockages au sol des produits finis et en cours d'élaboration doivent, si nécessaire, être stabilisés de manière à éviter les envols de poussières.

Il doit en être de même des stockages de stériles ou de refus.

L'installation doit être conçue et régulièrement entretenue de manière à éviter les accumulations de poussières sur les structures et dans les alentours.

En période sèche et par grand vent, l'exploitant doit procéder à un arrosage régulier du chemin d'accès à l'installation et des aires de circulation. Le matériel nécessaire à l'arrosage doit être disponible sur le site en permanence et maintenu en état.

La production de produits fins est suspendue durant cette période.

22.3.3 L'exploitant met en place un réseau de surveillance des retombées des poussières dans l'environnement constitué au minimum de 4 points de mesures.

Les modalités de mise en place de réseau et de son exploitation seront définies en accord avec l'inspecteur des installations classées.

22.3.4 Les véhicules sortant du site ne doivent pas entraîner de dépôt de poussières ou de boues sur les voies de circulation. Pour cela, des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules doivent être prévues en cas de besoin.

22.3.5 Les bennes des camions transportant des produits fins sont arrosés ou bâchées avant le départ de la carrière.

22.4. Déchets

22.4.1. Cadre législatif

L'exploitant doit prendre toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise conformément :

- . aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur,
- . aux orientations définies dans le plan régional de valorisation et d'élimination des déchets industriels spéciaux et dans le plan départemental d'élimination des déchets ménagers et assimilés.

Les emballages industriels doivent être éliminés conformément aux dispositions du décret n° 94-609 du 13 juillet 1994 relatif à l'élimination des déchets d'emballages dont les détenteurs finaux ne sont pas les ménages.

22.4.2. Procédure de gestion des déchets

L'exploitant organise, par une procédure écrite, la collecte et l'élimination des différents déchets produits par l'établissement. Cette procédure, régulièrement mise à jour, est tenue à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

22.4.3. Récupération – recyclage – valorisation

Toutes dispositions doivent être prises pour limiter les quantités de déchets produits, notamment en effectuant toutes les opérations de recyclage et de valorisation techniquement et économiquement possibles conformément aux dispositions de l'article L 511-1 du code de l'environnement.

22.4.4. Élimination des déchets

L'élimination des déchets qui ne peuvent être valorisés à l'extérieur de l'établissement doit être assurée dans des installations dûment autorisées au titre du code de l'environnement. L'exploitant doit être en mesure d'en justifier l'élimination. Les documents justificatifs doivent être conservés pendant 3 ans.

Toute incinération à l'air libre de déchets, de quelque nature qu'ils soient, est interdite.

Pour chaque enlèvement, les renseignements minimaux suivants sont consignés sur un document de forme adaptée (registre, fiches d'enlèvement, ...) et conservé par l'exploitant :

- . code du déchet selon la nomenclature,
- . dénomination du déchet,
- . quantité enlevée,
- . date d'enlèvement,

- nom de la société de ramassage et numéro d'immatriculation du véhicule utilisé,
- destination du déchet (éliminateur),
- nature de l'élimination effectuée.

L'ensemble de ces renseignements est tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

22.4.5. Transport

Lors de l'enlèvement et du transport, l'exploitant s'assure, lors du chargement, que les emballages ainsi que les modalités d'enlèvement et de transport sont de nature à assurer la protection de l'environnement et à respecter les réglementations spéciales en vigueur.

22.4.6. Les diverses catégories de déchets sont collectées séparément puis valorisées ou éliminées vers des installations dûment autorisées. L'exploitant doit conserver les justificatifs correspondants.

22.5. Transports

22.5.1. Les véhicules affectés au transport des matériaux sont entretenus de manière à limiter les nuisances ou dangers.

La réparation des engins et véhicules sont interdits sur le site. Ils sont effectués à l'atelier situé en dehors du périmètre de la carrière. L'entretien (vidange et graissage) est réalisé sur l'aire étanche bétonnée.

22.5.2. De manière générale, les règles de circulation mises en place par l'exploitant à l'intérieur de la carrière ou par le code de la route sont scrupuleusement respectées.

22.5.3. Le poids total autorisé en charge des véhicules doit être respecté et contrôlé en sortie de la carrière.

22.6. Bruits et vibrations

22.6.1. L'exploitation est menée de manière à ne pas être à l'origine de bruits aériens ou de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une gêne pour sa tranquillité.

22.6.2. Les différents niveaux de bruits sont appréciés par le niveau de pression continu équivalent pondéré LAeq en dehors des tirs de mines.

22.6.3. Niveaux acoustiques

Les niveaux limites à ne pas dépasser en limites de l'installation pour les différentes périodes de la journée sont donnés par le tableau suivant :

NIVEAUX LIMITES ADMISSIBLES DE BRUIT	
Jour	Nuit
7 h 00 à 22 h 00	22 h 00 à 7 h 00

Point singulier de l'étude d'impact	
60 dB(A)	Non fonctionnement de l'installation

Les bruits émis par l'installation ne doivent pas être à l'origine d'une émergence supérieure à :

- **si le niveau de bruit ambiant est supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A) :**
 - 6 dB(A) pour la période allant de 7 h 00 à 22 h 00, sauf dimanches et jours fériés
 - 4 dB(A) pour la période allant de 22 h 00 à 7 h 00, ainsi que les dimanches et jours fériés
- **si le niveau de bruit ambiant est supérieur à 45 dB(A) :**
 - 5 dB(A) pour la période allant de 7 h 00 à 22 h 00, sauf dimanches et jours fériés
 - 3 dB(A) pour la période allant de 22 h 00 à 7 h 00, ainsi que les dimanches et jours fériés.

L'émergence est définie comme étant la différence entre les niveaux de pression continus équivalents pondérés A du bruit ambiant (établissement en fonctionnement) et du bruit résiduel (en l'absence du bruit généré par l'établissement).

Les mesures des émissions sonores sont effectuées selon les dispositions de la norme AFNOR NF S 31-100 complétées par les dispositions de l'annexe de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997.

Le respect des valeurs maximales d'émergence doit être assuré dans les immeubles les plus proches occupés ou habités par des tiers et existant à la date de l'arrêté d'autorisation et dans les immeubles construits après cette date et implantés dans les zones destinées à l'habitation par des documents d'urbanisme opposables aux tiers publiés à la date de l'arrêté d'autorisation.

- 22.6.4. Un contrôle des niveaux sonores est effectué dès l'ouverture de la carrière pour toutes les nouvelles exploitations et ensuite périodiquement, notamment lorsque les fronts de taille se rapprochent des habitations.

Des contrôles de niveaux sonores résultant de l'activité de la carrière sont effectués également chaque fois que l'inspecteur des installations classées en fera la demande.

Les mesures sont à la charge de l'exploitant et sont adressées à l'inspecteur des installations classées.

- 22.6.5. L'émergence et les niveaux sonores sont mesurés conformément à la méthodologie définie dans l'instruction technique annexée à l'arrêté du 23 janvier 1997 et relatif aux bruits aériens émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement.

- 22.6.6. Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de la carrière doivent être conformes à la réglementation en vigueur.

En particulier, les engins utilisés dans la carrière et mis pour la première fois en circulation moins de cinq ans avant la date de publication du présent arrêté doivent, dans un délai de trois ans après cette date, répondre aux règles d'insonorisation fixées par le décret n° 69-380 du 18 avril 1969.

- 22.6.7. L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc), gênants pour le voisinage, est interdit sauf si leur emploi est réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents ou à la sécurité des personnes.
- 22.6.8. En dehors des tirs de mines, les prescriptions de la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement sont applicables.
- 22.6.9. Lors des tirs de mines, l'exploitant fait procéder à un contrôle des vitesses particulières pondérées dues à son activité de la carrière à chaque tir. Les résultats de ces mesures sont à la disposition de l'inspecteur des installations classées. La vitesse particulière pondérée maximale est fixée à 5mm/s. Les mesures sont réalisées dans un forage placé au centre de la carrière (à côté du poste primaire) qui descend à minima à la cote 530 m NGF. Ce forage est équipé d'un dispositif de mesure de vibrations qui sera placé à la cote 530 m NGF soit 15 m sous le niveau bas d'extraction autorisé (545 m NGF).

Cette vitesse particulière pondérée s'obtient par un signal mono fréquentiel, en pondérant (amplification ou atténuation) la valeur mesurée par le coefficient lié à la fréquence correspondante et résultant du tableau- figurant dans l'article 22.2 de l'arrêté du 22 septembre 1994. Si nécessaire, l'inspecteur des installations classées pour la protection de l'environnement pourra demander une analyse spectrale détaillée et un calcul de la vitesse particulière pondérée point par point. En outre, le respect de la valeur limite est assuré dans les constructions existantes à la date de l'arrêté d'autorisation et dans les immeubles construits après cette date et implantés dans les zones autorisées à la construction par des documents d'urbanisme opposables aux tiers publiés à la date de l'arrêté d'autorisation.

SECTION 5 – CONCEPTION ET AMÉNAGEMENT DE L'INSTALLATION

Article 23

23.1. Alimentation électrique

L'installation électrique doit être établie selon les règles de l'art. Elle doit être entretenue en bon état et périodiquement contrôlée par un technicien compétent.

Les installations électriques doivent être réalisées conformément à la réglementation en vigueur.

Un organisme compétent vérifie l'installation de concassage après montage sur le site et avant le démarrage de la production de granulats.

Les rapports de contrôle doivent être tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

23.2. Protection contre l'électricité statique et les courants de circulation

Toutes précautions sont prises pour limiter l'apparition de charges électrostatiques et assurer leur évacuation en toute sécurité ainsi que pour protéger les installations des effets des courants de circulation.

Les dispositions constructives et d'exploitation suivantes sont notamment appliquées :

- . limitation de l'usage des matériaux isolants susceptibles d'accumuler des charges électrostatiques,
- . continuité électrique et mise à la terre des éléments conducteurs constituant l'installation ou utilisés occasionnellement pour son exploitation (éléments de construction, conduits, appareillages, supports, réservoirs mobiles, outillages, ...).

Les équipements métalliques (réservoirs, cuves, canalisations) doivent être mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables, compte tenu notamment de la nature explosive ou inflammable des produits.

23.3. Système d'alarme et de mise en sécurité

Les installations pouvant présenter un danger pour la sécurité ou la santé publique doivent être munies de systèmes de détection et d'alarme adaptés aux risques et judicieusement disposés de manière à informer rapidement le personnel de fabrication de tout incident.

Chaque installation doit pouvoir être arrêtée en urgence et mise en sécurité par des dispositifs indépendants de son système de conduite.

23.4. Protection contre la foudre

Les installations sur lesquelles une agression par la foudre peut être à l'origine d'événements susceptibles de porter atteinte, directement ou indirectement, à la sûreté des installations, à la sécurité des personnes ou à la qualité de l'environnement, doivent être protégées contre la foudre.

23.5. Consignes d'exploitation et procédures

Les consignes d'exploitation des unités, stockages et équipements divers constituant un risque pour la sécurité publique sont obligatoirement établies par écrit et mises à la disposition des opérateurs concernés.

23.6. Prévention

Dans les zones à risques sont interdits les flammes à l'air libre ainsi que tous les appareils susceptibles de produire des étincelles (chalumeaux, appareils de soudage, etc). Cependant, lorsque des travaux nécessitant la mise en œuvre de flammes ou d'appareils tels que ceux visés ci-dessus doivent être entrepris dans ces zones, ils font l'objet d'un « permis de feu » délivré et dûment signé par l'exploitant ou par la personne qu'il a nommé désignée. Ces travaux ne peuvent s'effectuer qu'en respectant les règles d'une consigne particulière établie sous la responsabilité de l'exploitant.

Cette consigne fixe notamment les moyens de lutte contre l'incendie devant être mis à la disposition des agents effectuant les travaux d'entretien.

L'interdiction permanente de fumer ou d'approcher avec une flamme doit être affichée dans les zones de risques incendie.

23.7. Protection individuelle

Sans préjudice des dispositions du code du travail, des matériels de protection individuelle, adaptés aux risques présentés par l'installation et permettant l'intervention en cas de sinistre, doivent être conservés à proximité du dépôt et du lieu d'utilisation. Ces matériels doivent être entretenus en bon état et vérifiés périodiquement. Le personnel doit être formé à l'emploi de ces matériels.

23.8. Moyens de secours et d'incendie

23.8.1. Consignes générales de sécurité

Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes précisant les modalités d'application du présent arrêté doivent être établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.

Ces consignes doivent notamment indiquer :

- . les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides),
- . les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses,
- . les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie,
- . la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc.

23.8.2. Matériel de lutte contre l'incendie

L'établissement doit disposer de moyens internes de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre et au moins :

- . d'extincteurs à eau pulvérisée (ou équivalent) permettant d'assurer une capacité égale ou supérieure à celle d'un appareil 21 A pour 200 m² de superficie à protéger (minimum de deux appareils par atelier, ...),
- . d'extincteurs à anhydride carbonique (ou équivalent) près des tableaux et machines électriques,
- . d'extincteurs à poudre (ou équivalent), type 55 B près des installations de liquides et gaz inflammables.

Les extincteurs sont placés en des endroits signalés et rapidement accessibles en toutes circonstances.

En tant que de besoin, ces matériels sont protégés contre le gel.

23.9. Formation du personnel

L'exploitant veille à la qualification professionnelle et à la formation « sécurité » de son personnel, plus particulièrement de celui affecté à la conduite et à la surveillance d'installations susceptibles, en cas d'incident, de porter atteinte à la sécurité des personnels ou à l'environnement.

SECTION 6 – DISPOSITIONS RELATIVES AUX GARANTIES FINANCIÈRES

Article 24 – Montant des garanties financières

L'exploitant établit à compter de la date de publication du présent arrêté préfectoral, les garanties financières suivantes :

Phase	Montant TTC en €
4	547529
5	547529

En toute période, l'exploitant doit être en mesure de justifier de l'existence d'une caution solidaire telle que prévue par la réglementation et d'un montant au moins égal à la somme correspondante fixée ci-dessus. Notamment, le document correspondant doit être disponible sur le site de la carrière ou sur un site proche et l'inspecteur des installations classées pour la protection de l'environnement peut en demander communication lors de toute visite.

Article 25 – Renouvellement et actualisation des garanties financières

25.1. Compte tenu de la date d'échéance des garanties financières, telle qu'elle figure au document transmis en début d'exploitation en application de l'article 30 ci-dessous, ou de la date d'échéance de tout document postérieur renouvelant ces garanties, et au moins 6 mois avant cette date, l'exploitant adresse au Préfet un nouveau document, conforme à l'arrêté interministériel du 1^{er} février 1996 susvisé, attestant du renouvellement et de l'actualisation éventuelle de ces garanties pour une nouvelle période.

25.2 Le montant des garanties financières fixé à l'article 24 ci-dessus est indexé sur l'indice TP 01 publié par l'INSEE du mois de janvier 2023.

25.3 Lorsque la quantité de matériaux extraits est sensiblement inférieure aux prévisions utilisées pour le calcul des garanties financières figurant à l'article 24 ci-dessus, et lorsqu'un nouveau calcul de ces garanties financières aboutit à un résultat au moins inférieur à 25 % au chiffre figurant à l'article 24, l'exploitant peut demander au Préfet, pour les périodes quinquennales suivantes, une révision de ces chiffres. Dans ce cas, l'exploitant adresse au Préfet une demande accompagnée d'un dossier technique justificatif, au moins 10 mois avant le terme de la période quinquennale en cours.

Toute modification des conditions d'exploitation conduisant à l'augmentation du montant des garanties financières doit être portée sans délai à la connaissance du Préfet et ne peut intervenir avant la fixation du montant de celles-ci par arrêté complémentaire et la fourniture de l'attestation correspondante par l'exploitant.

Article 26 – Fin d'exploitation

L'exploitant adresse, au moins 6 mois avant la date d'expiration de la présente autorisation, une notification de fin d'exploitation et un dossier comprenant :

- la date prévue pour la fin d'exploitation (telle que prévue à l'article 4 du présent arrêté) et la date prévue pour la fin du réaménagement,
- les plans réels ou prévisionnels des installations et des terrains remis en état,

- . un mémoire sur l'état du site, notamment si celui-ci a fait l'objet d'un remblaiement partiel ou total,
- . dans la mesure du possible, des photos significatives de l'état du site après réaménagement.

Article 27 – Appel des garanties financières

Le Préfet fait appel à l'organisme de caution solidaire ayant fourni l'attestation de garanties financières :

- . soit en cas de non-respect des prescriptions du présent arrêté préfectoral en ce qui concerne la remise en état, après que la mesure de consignation prévue à l'article L.514-1 du code de l'environnement ait été rendue exécutoire,
- . soit en cas de disparition physique (personnes physiques) ou juridique (sociétés) de l'exploitant et d'absence de remise en état conforme au présent arrêté.

Article 28 – Sanctions administratives et pénales

28.1. L'absence de garanties financières, par défaut de production par l'exploitant de l'attestation de garanties financières initiale visée à l'article 30 ci-dessous ou de l'attestation de renouvellement visée à l'article 25.1 ci-dessus, entraîne la suspension de l'activité, après mise en œuvre des modalités prévues à l'article L.514-1 du code de l'environnement.

28.2 Toute infraction aux dispositions du présent arrêté relatives à la remise en état constitue, après mise en demeure, un délit tel que prévu et réprimé par l'article L.514-11 du code de l'environnement.

SECTION 7 – Délais et voies de recours – Affichage et publicité - Exécution

Article 29 – Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Conformément à l'article R. 311-5 du code de la justice administrative, il peut être déféré auprès de la Cour Administrative d'Appel de Toulouse, soit par voie postale, soit par Télérecours (www.telerecours.fr) :

1° Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de :

- a. l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;
- b. la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Article 30 – Affichage et publicité

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-44 du code de l'environnement :

1° Une copie du présent arrêté préfectoral complémentaire est déposée à la mairie de Salles la Source et peut y être consultée ;

2° Un extrait du présent arrêté préfectoral complémentaire est affiché à la mairie de Salles la Source pendant une durée minimum d'un mois. Le maire de Salles la Source fera connaître, par procès verbal adressé à la préfecture de l'Aveyron, l'accomplissement de cette formalité.

3° L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de l'Aveyron pendant une durée minimale de quatre mois.

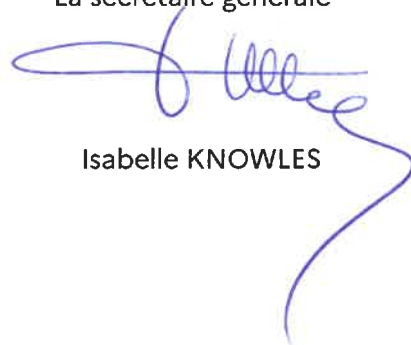
Article 31 - Exécution

La Secrétaire générale de la préfecture de l'Aveyron, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, l'inspection en charge des installations classées pour la protection de l'environnement et le Maire de la commune de Salles la Source sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Aveyron et dont une copie sera notifiée à la société CMGO.

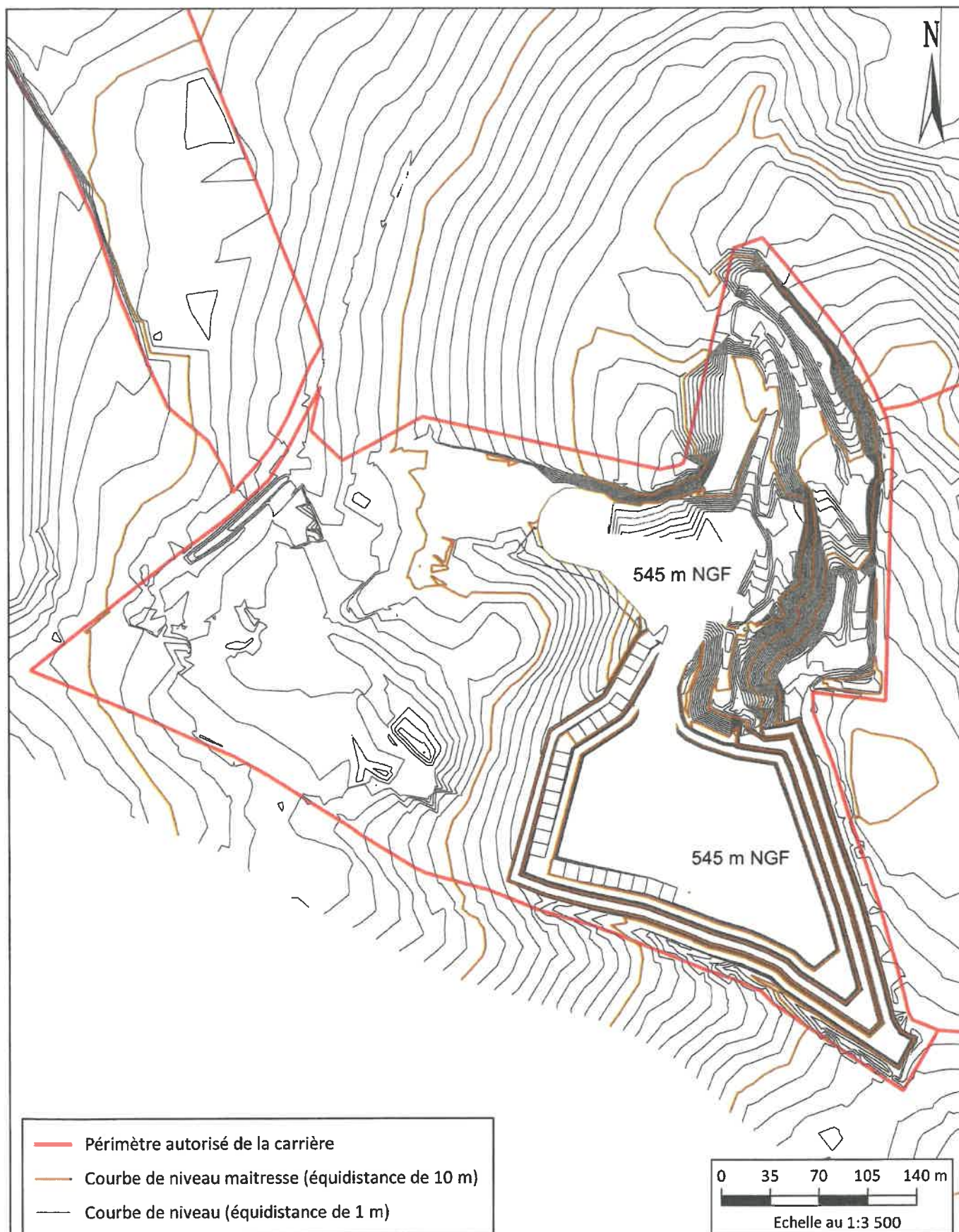
Fait à RODEZ, le

31 MARS 2023

Pour le préfet et par délégation
La secrétaire générale



Isabelle KNOWLES



- Périmètre de la carrière
- /// Parcelle en cours de cessation
- Ilot arborescent sur épaisseur de stériles variable
- Zone d'épandage
- Tapis herbacé avec plantations arbusives sur les banquettes avec épaisseur de stériles variables
- Zone remblayée afin de se raccorder au TN (puis végétalisée)
- Remblaiement sur 3 m de hauteur minimum avec des stériles de la carrière
- Route Départementale 85
- Front réaménagé
- Topographie
 - Courbe de niveau (équidistance 1 m)
 - Courbe maîtresse (équidistance 10 m)

